



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Préfecture de la Somme

Direction des Affaires Juridiques  
et de l'Administration Locale

Bureau de l'Administration  
Générale et de l'Utilité Publique

Installations classées  
pour la protection de l'environnement  
**S.A. IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE**  
Commune d'AMIENS  
Abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure  
du 2 avril 2015

**ARRETE DU 16 SEP. 2016**  
Le Préfet du département de la Somme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment le titre premier du Livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER Préfet du département de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1er octobre 1996 autorisant la société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE à exploiter une usine de méthanisation sur la zone industrielle nord d'AMIENS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 autorisant la société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE à exploiter une unité de cogénération ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> janvier 2016 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées, transmis à l'exploitant par courrier du 24 mai 2016, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté les 22 janvier 2016 et 2 mai 2016, sur le site de la société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE et au vu des éléments fournis, que l'exploitant respecte les mesures édictées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 avril 2015 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

## ARRETE

### Article 1 -

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 2 avril 2015 délivré à la société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE qui exploite une usine de méthanisation et une unité de cogénération rue de la Croix de Pierre à AMIENS, sont abrogées.

### Article 2 -

En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens dans le délai de 2 mois.

### Article 3 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune d'AMIENS, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie et l'inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE .

Amiens le 16 SEP, 2016

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général



Jean-Charles GERAY